

importante. Ainsi, les matières premières et les composants, qui sont la force du Canada, passent inaperçus parce qu'ils ne sont associés à aucune marque très connue et qu'ils sont dépourvus d'identité nationale. Par conséquent, en Asie, le Canada est «le pays inconnu».

Pour renforcer la présence commerciale canadienne dans la région, les entreprises canadiennes doivent y investir en s'y rendant régulièrement et à des moments opportuns ou en y établissant une présence plus permanente, notamment par la voie de coentreprises et d'alliances stratégiques. L'attraction d'investissements exige les mêmes trois éléments clés mentionnés précédemment (présence, persévérance et patience) et la volonté de créer des liens solides.

La stratégie

Les objectifs de la stratégie, qui se rapprochent beaucoup des objectifs et des éléments de la stratégie adoptée par le gouvernement en juin 1996, varient un peu selon les économies, mais ceux qui sont énumérés ci-après s'appliquent à l'ensemble de la région :

Objectifs

- Retenir et accroître l'investissement asiatique au Canada.
- Encourager et faciliter la création d'alliances stratégiques entre des entreprises canadiennes et des entreprises asiatiques.
- Faire connaître aux gens d'affaires asiatiques le Canada comme un endroit sûr où investir et un bon endroit où y ouvrir des bureaux pour desservir le marché américain dans le contexte de l'ALENA.
- Encourager les entreprises canadiennes à rechercher auprès des entreprises asiatiques appropriées du capital risque et des partenaires pour le développement de technologies.
- Encourager les entreprises canadiennes et asiatiques à coopérer dans des pays tiers, particulièrement pour la réalisation de projets d'infrastructure en Asie du Sud-Est.

- Promouvoir les services canadiens dans le domaine de l'enseignement et de la formation en entreprise.

La stratégie décrite pour chaque pays reprend les objectifs qui sont le plus pertinents; elle comporte également une section intitulée « Contexte », dans laquelle nous décrivons les principales caractéristiques de l'économie, suivie d'un résumé des principaux défis à relever pour intensifier les liens avec le Canada au chapitre de l'investissement. Nous énumérons ensuite les secteurs les plus importants dans lesquels il conviendrait d'attirer des investissements, puis nous formulons des recommandations pour la mise en oeuvre d'un programme convenable de promotion de l'investissement.

Intérêts et liens sectoriels

Pour chaque économie sont énumérés les secteurs qui ont été désignés comme prioritaires aux fins de la promotion de l'investissement et de la cession de licences pour le développement de technologies au moyen de visites de liaison auprès de dirigeants d'entreprises, de missions et de séminaires. Ces activités de promotion de l'investissement visent principalement l'investissement direct dans des installations de production (fabrication, R-D, conception, exploitation minière) par opposition à l'investissement dans l'immobilier, les regroupements d'entreprises et le placement de portefeuille, qui requièrent des compétences différentes et n'ont pas le même impact sur la création d'emplois.

Selon les estimations, les économies asiatiques devront consacrer 1,5 billion de dollars au développement de leur infrastructure dans les dix prochaines années. C'est donc dire qu'il y aura une très forte demande de services et d'équipement relatifs aux technologies de l'environnement, aux télécommunications, à la technologie des transports et à la construction. De nombreuses entreprises canadiennes possèdent un savoir-faire dans ces secteurs, et on devrait les encourager à prendre part aux projets qui seront réalisés dans la région, de préférence en collaboration avec des entreprises asiatiques. De telles alliances donneront lieu à l'exportation d'équipement et de services, ce qui, en retour, engendrera d'importants investissements dans l'entreprise canadienne afin qu'elle puisse répondre à la demande accrue résultant de l'alliance. Si l'entreprise canadienne ne peut faire

*les économies
asiatiques
devront consacrer
1,5 billion de
dollars au
développement
de leur
infrastructure
dans les dix
prochaines
années*